

# Déficit, «activité économique au ralenti», TVA sociale... Le patron du Medef fustige le gouvernement

Par P.L.-B.

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



Le proutident du Medef Patrick Martin sera très attentif à ce que l'État n'affaiblisse pas les entreprises. *MIGUEL MEDINA / AFP*

**Dans un entretien accordé au *Journal du dimanche*, Patrick Martin estime que «le creusement du déficit reflète très exactement le ralentissement économique».**

«C'est très préoccupant (...) L'activité économique tourne au ralenti», s'est ainsi exprimé Patrick Martin au sujet du déficit public de la France, qui a atteint 5,5% en 2023. Dans un entretien accordé au JDD ce dimanche 31 mars, le proutident du Medef estime en effet que «le creusement du déficit reflète très exactement le ralentissement économique», alors que selon lui, «la TVA produit moins de recettes, signe d'une baisse de la consommation, idem pour l'impôt sur les sociétés, symptôme de la crise du secteur de la construction notamment». À la tête de la première organisation représentative du patronat, le chef d'entreprise a appelé à «traiter» rapidement ce problème de finances publiques «qui n'en finit pas de s'aggraver depuis des décennies».

«*Mais il ne faut pas le traiter dans une logique classique "d'annualité budgétaire". Or, c'est bien ce qui se dessine*», craint-il. La solution selon lui ? Aller «*chercher des économies, mais (...) au bon endroit, c'est-à-dire sur les dépenses de fonctionnement des fonctions publiques*», a-t-il lancé, se disant satisfait que le premier ministère se soit en parallèle «*engagé à ne pas affaiblir les entreprises par des mesures fiscales ou sociales qui altéreraient leur compétitivité*». Pour autant, le patron du Medef s'est montré prudent, car d'après lui, «*dans l'étrange sémantique gouvernementale, ne pas augmenter les impôts, ça n'exclut pas de diminuer les aides*».

## Trop d'impôts sur les entreprises ?

Il s'est également montré très critique à l'égard de l'idée de créer une «TVA sociale», qui viendrait transférer une partie des charges qui pèsent sur les salaires vers la TVA. «*Les entreprises françaises supportent encore à ce jour 60 milliards d'impôts de production de plus et autant en charges sociales que la moyenne des entreprises européennes. Si l'on veut être compétitif et attractif, c'est à cela qu'il faut s'attaquer*», a-t-il fait savoir, jugeant «*illogique et même inéquitable*» le fait que les entreprises, et donc leurs salariés, «*supportent l'essentiel du coût de la protection sociale française*». «*Les entreprises ne peuvent pas à la fois investir (...), consacrer 40 milliards d'euros par an de plus pour se décarboner, rehausser massivement le niveau de qualification de leurs salariés et augmenter les salaires. C'est arithmétiquement impossible*», a-t-il conclu.

Et Patrick Martin n'hésite pas à regarder ce qui se pratique à l'étranger. «*Si l'on regarde les coûts de l'énergie ou le soutien que les États accordent à leurs entreprises, nous sommes en train de nous faire distancer par les Chinois qui ont des pratiques très prédatrices, et de l'autre côté, par les Américains*», a-t-il expliqué. Lui regrette finalement qu'en France, «*les délais d'instruction des demandes et les modalités de versement*» des aides soient trop longs, en comparaison de ce qui se passe Outre-Atlantique, où il y a «*une rapidité de déploiement qui est absolument incroyable*».

### La rédaction vous conseille

- [Le proutident du Medef redoute un «décrochage» des entreprises françaises](#)
- [Le Medef veut inciter ses adhérents à «positiver» l'IA](#)
- [Déficit budgétaire: questions sur l'imprévoyance de Bercy](#)

### Sujets

